

Actualités

Le point de vue des féministes

Cinquante marcheurs dénoncent la hausse des frais de scolarité

STÉPHANE BÉGIN
sbegim@lequotidien.com

CHICOUTIMI - Ils étaient une cinquantaine à prendre part à une marche pour dénoncer non seulement la hausse des frais de scolarité, mais le fait qu'aucune mesure ne soit mise en place pour venir en aide aux femmes. Durant plus de deux heures, les enfants, les femmes et les hommes ont marché dans les rues de Chicoutimi en scandant divers slogans dont celui-ci: « Un peuple instruit, jamais ne sera vaincu et étudiants en colère contre la hausse des frais scolaires ».

« Ce que nous voulons dénoncer, c'est plus que la hausse des frais de scolarité, c'est aussi l'inégalité des sexes. Les salaires entre les hommes et les femmes ne

sont pas les mêmes partout. Un bachelier va gagner en moyenne 800 000\$ de plus qu'une bachelière durant sa carrière et pourtant, le gouvernement demande aux hommes et aux femmes de payer la même chose pour les études.

« Nous allons devoir travailler plus longtemps pour rembourser nos dettes d'études. Et ces hausses prévues par le gouvernement ne tiennent pas compte de la situation des mères monoparentales, qui doivent souvent étudier à temps partiel. Ils n'ont prévu aucune aide particulière », indique Julie Gagnon, instigatrice de la marche et étudiante en littérature à l'Université du Québec à Chicoutimi.

Durant leur trajet de plusieurs kilomètres, les marcheurs se sont arrêtés devant une garderie pour dénoncer la situation et ont aussi pris une petite pause devant le bureau du ministère de la Condition féminine (rue Jacques-Cartier).

« Nous sommes très déçus que la ministre de la Condition féminine, Christine Saint-Pierre, n'ait pas encore pris position dans le conflit. Elle est censée être là pour appuyer les femmes et elle n'a encore rien dit. Elle doit se prononcer pour obtenir un gel des frais de scolarité ou la plus faible hausse possible. Mais elle n'a rien fait encore », a repris M^{me} Gagnon.

Après les étudiants, les citoyens et les groupes de revendication,



Les 50 manifestants ont marché sur toute la largeur de la rue, obligeant les automobilistes à prendre leur mal en patience.

(Photo Michel Tremblay)



Julie Gagnon, l'organisatrice, voulait une marche pacifique où les messages seraient tout de même passés.

(Photo Michel Tremblay)

c'est la première fois que des féministes prennent la rue pour dénoncer l'intention du gouvernement Charest sur les frais de scolarité.

« Il est important de dénoncer et de faire voir le point de vue des féministes. Le gouvernement ne veut pas bouger, alors on doit le faire savoir. Il s'agit d'une

première sortie, mais rien ne dit que nous ne reviendrons pas à la charge sous peu », de dire l'instigatrice de la marche.

Tout au long de la manifestation, qui s'est déroulée de manière pacifique, les marcheurs ont utilisé les chemins de Chicoutimi sur toute leur largeur. Il suffit de penser à la rue Jacques-Cartier,

au boulevard Talbot (trois voies) ou au boulevard de l'Université, ils ont pris le plus de place possible, obligeant les automobilistes à prendre leur mal en patience et à amener les policiers de la Sécurité publique de Saguenay (SPS) à s'assurer qu'aucun véhicule ne tenterait un dépassement dangereux. □

Famille expulsée d'un HLM

Méfiez-vous des préjugés

STÉPHANE BÉGIN
sbegim@lequotidien.com

CHICOUTIMI - Sonia Côté espère que l'expulsion d'une famille de mauvais payeurs n'attisera pas les préjugés envers les plus démunis de la société.

La coordonnatrice de Loge m'entraîne à tenu à réagir à une

nouvelle parue dans l'édition de samedi du *Quotidien*, à l'effet que les membres d'une famille de Desbiens avaient été expulsés de leur habitation à loyer modique (HLM) pour avoir fait défaut de paiement aux gestionnaires de l'immeuble.

« Il ne faut pas que cette situation d'exception, qui a été mise

à jour, augmente les préjugés envers les plus appauvris de notre société. Ce cas est rarissime et ne reflète pas ce qui se passe dans les HLM. Même le directeur du HLM dit n'avoir jamais vu ça en 36 années », indique Sonia Côté.

Cette dernière tient d'ailleurs à préciser que les mauvais payeurs vivants dans les HLM ne représentent que 0,5 pour cent des locataires. Les gens consacrent environ 25 pour cent de leur revenu pour se loger.

« Les mauvais payeurs se font donc rares. Dans le privé, le taux de mauvais payeurs est de seulement 2,6 pour cent de l'ensemble de la clientèle. Quelques-uns parmi les 23 060 locataires de Saguenay. C'est donc plus de 97 pour cent des gens qui arrivent à payer leur loyer, même si 8010 ménages y consacrent plus de 30 pour cent de leur revenu pour y parvenir », conclut-elle. □

REDONNEZ UNE DEUXIÈME VIE À VOS VÊTEMENTS

chierophyllite
DESCENTE
Conifère
KASUK
LUHTA

Confiez-les aux frères Martel

Seuls eux possèdent:
• les connaissances
• les produits
• les équipements

Service de réparation et de couture

Chatel
votre nettoyeur

OUVERT DÈS 7 H LE MATIN

AU 1353, DES CHAMPS-ÉLYSÉES, CHICOUTIMI
(Voisin boutique Lance & Comp^{te}) **696-0052**

NOS POINTS SERVICE
• Les Super Sagamie du Saguenay
• Les Cousseuses (Carrefour Racine)
• Salon de couture NA.LY.NA
• Bienvenue (Anjou et Bégin)

• Cordonnerie Girard, Carré Davis, sect. Arvida
• Comptoir Sears, Saint-Ambroise
• Accommodation Saint-François, Valin
• Épicerie Saguenay Ville, boul. Renaud
• Atelier de couture Manon (Place du Saguenay)

Société dentaire du Saguenay Lac St-Jean

La prévention a bien meilleur coût!

Consultez votre dentiste régulièrement

Les dentistes du Saguenay-Lac-St-Jean, fiers partenaires de votre santé dentaire

PATRICK GAUDREULT
Courtier immobilier

1^{er} VENDEUR DU MOIS D'AVRIL 2012
Bourse de Chicoutimi

Merci à tous mes clients!

ROYAL LEPAGE
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN
418-590-3100

L'immobilier c'est ma profession!
7/7 jours 8h00 à 21h00
www.maisonsaglac.com

Cet espace est un outil graphique qui nous permet de contrôler la qualité d'impression du Quotidien.

Merci de votre confiance

LeQuotidien
2796252

Un débat qui soulève bien des débats

Le débat sur la hausse des frais de scolarité est un dossier qui soulève bien des débats depuis plusieurs semaines. Depuis juin, le dossier de la hausse des frais de scolarité a suscité moult discussions au sein des différentes instances du Regroupement Action Jeunesse 02 (RAJ-02).

Le Regroupement Action Jeunesse 02, forum jeunesse du Saguenay-Lac-Saint-Jean, est géré par 15 administrateurs âgés de 35 ans et moins qui ont le mandat de représenter les intérêts des jeunes de la région.

C'est dans cette optique que nous désirons nous positionner. La position de nos membres est représentative de l'opinion publique. En effet, certains se disent contre la hausse des frais de scolarité tandis que d'autres sont mitigés ou en faveur de celle-ci. Cependant, ce qui est unanime au sein des membres du RAJ-02 c'est la crainte que les jeunes du Saguenay-Lac-Saint-Jean soient davantage touchés par cette hausse que les étudiants des centres urbains.

En fait, le niveau d'endettement des étudiants des régions éloignées est déjà plus élevé que celui des grands centres : 76,7% d'entre eux s'endettent pour un montant de 15 101\$ comparativement à 62% des étudiants de Montréal s'endettant pour un montant de 13 789\$.

Selon certaines données, les étudiants des régions éloignées sont plus souvent des étudiants de première génération que dans les grands centres. L'étudiant « de première génération », c'est l'étudiant dont les parents n'ont jamais fréquenté le collège ou l'université. C'est aussi l'étudiant qui est le plus susceptible d'avoir des difficultés à entreprendre des études postsecondaires, à réussir et à obtenir son diplôme.

En réalité, 69,5% des étudiants universitaires

de la région ne sont pas issus de familles où les parents ont fréquenté l'université. Ce même taux se chiffre à 41,9% pour la région de Montréal. Ces étudiants sont les premiers touchés par des hausses et sont plus enclins à subir les conséquences d'une augmentation des frais de scolarité qui les obligerait à abandonner leur projet d'étude². Ils sont en moyenne plus endettés que ceux de 2e ou 3e génération. (14 713\$ contre 12 829\$ toutes régions confondues).

Le Regroupement Action Jeunesse 02 est conscient qu'il est primordial d'assurer la qualité de l'enseignement, les services aux étudiants et intensifier les activités de recherche. Nous sommes cependant sensibles à l'accessibilité à l'éducation postsecondaire et nous encourageons le gouvernement et les associations étudiantes à entamer un dialogue afin que cette hausse ne soit pas un frein à la prise de décision d'un jeune à entamer un parcours de formation universitaire.

En terminant, le RAJ-02 travaille depuis plusieurs années à favoriser la participation citoyenne des jeunes. En ce sens, le RAJ-02 souligne l'intérêt des jeunes sur la question de la hausse des frais de scolarité et encourage ceux-ci à s'informer auprès de sources objectives sur le sujet afin de leur permettre de se forger et d'exprimer leur opinion de manière éclairée et constructive.

Cynthia Ruest

Présidente du Regroupement Action

Jeunesse 02

L'Étoile du Lac
25 AVRIL 2012

Le décrochage touche aussi les filles

La Fédération autonome de l'enseignement somme le gouvernement du Québec d'agir

PASCALE BRETON

La Presse

En matière de décrochage scolaire, les réflecteurs sont généralement tournés vers les garçons et occultent le phénomène chez les filles. Et pourtant, non seulement le décrochage touche les filles, mais il a aussi des conséquences sociales et économiques importantes.

Il est urgent que le gouvernement s'en préoccupe, soutient la Fédération autonome de l'enseignement (FAE) qui a commandé une étude sur le décrochage des filles.

« On ne peut pas fermer les yeux sur les conditions inhérentes des filles et on ne peut plus feindre l'ignorance », déclare le président de la FAE, Pierre St-Germain.

Les récentes données du ministère de l'Éducation révèlent un écart de 9 % entre le taux de décrochage des filles et celui des garçons. Ces données se basent sur le pourcentage de jeunes adultes qui n'ont pas de diplôme d'études secondaires à l'âge de 19 ans.

Si l'on tient plutôt compte des adultes qui n'ont pas de



Les récentes données du ministère de l'Éducation révèlent un écart de 9 % entre le taux de décrochage des filles et celui des garçons.

(Archives)

diplôme à l'âge de 24 ans, le barème qui est considéré dans l'ensemble des pays de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), cet écart se réduit à 4 %.

C'est ce qu'indique l'étude réalisée par l'Institut de recherches et d'études féministes de l'Université du Québec à Montréal, lancée par la

FAE, avec la collaboration de l'organisme Relais-femmes.

Raisons distinctes

Les raisons qui poussent les filles à quitter les bancs d'école sont différentes. L'adversité familiale est souvent très présente. La violence, l'inceste ou l'obligation de jouer un rôle de soutien pour la famille sont tous des facteurs qui contribuent davantage au décrochage des filles, indique l'étude.

sa politique actuelle de

lutte contre le décrochage, le ministère de l'Éducation mise sur les programmes axés sur le sport ou les intérêts masculins, note la FAE. Sans nier la problématique liée aux garçons, le syndicat qui représente 32 000 enseignants craint que les intérêts des filles ne soient maintenant laissés de côté.



« Ça prend quelqu'un qui arrive avec un nouvel électrochoc pour alerter le gouvernement. »

— Pierre St-Germain

« Ce qui nous agace dans le monde scolaire, c'est que tout est ciblé sur les garçons », déclare M. St-Germain.

La FAE n'est pas la première à sonner l'alarme. Le Conseil supérieur de l'éducation l'a fait avant elle, il y a une dizaine d'années. « Ça prend quelqu'un qui arrive avec un nouvel électrochoc pour alerter le gouvernement [parce qu'avec] les mesures qui sont prises actuellement pour les garçons, on est en train de déconstruire les éléments positifs qui pourraient permettre aux filles d'être à l'école et de bien fonctionner », croit M. St-Germain.

Pour son étude, la chercheuse Isabelle Marchand, de l'Institut de recherches et d'études féministes de l'UQAM, a interviewé 26 femmes de 19 à 54 ans au téléphone.

Toutes ont abandonné l'école avant d'obtenir un diplôme. La plupart ont aujourd'hui des enfants et sont femmes au foyer. Celles qui travaillent occupent

généralement des emplois dans le secteur public et gagnent à peine le salaire minimum.

Elles vivent majoritairement dans des conditions précaires et 10 d'entre elles reçoivent des prestations d'aide sociale.

« Pour elles, ne pas détenir de diplôme d'études secondaires à notre époque est synonyme de précarité financière, d'emploi mal payé et peu gratifiant », explique M^{me} Marchand.

D'autres études ont d'ailleurs démontré que les femmes qui n'ont pas de diplôme d'études secondaires se trouvent généralement dans une position plus précaire que les hommes dans la même situation. □